

L'enquête



© SOPHIE BOURGUIGNON

Les entreprises de région Sud ont des **ambitions régénératives**

➤ Alors que des entreprises se mettent tout juste à la RSE, d'autres ont déjà poussé le curseur plus loin en prenant le chemin de la régénération. Il ne s'agit plus seulement de limiter ses impacts négatifs sur l'environnement mais d'en créer des positifs en réajustant son modèle d'affaires. En région Sud, elles sont de plus en plus nombreuses à avoir franchi le pas, des grands groupes aux TPE.



Une soixantaine d'entreprises de région Sud achèveront en mars prochain leur parcours au sein de la Convention des Entreprises pour le Climat qui doit les amener vers plus de régénération.

Michel, responsable relations commerciales de Lumia, centre de recherche et de formation basé à Mouans-Sartoux, référence nationale sur le sujet : « Quand une baignoire déborde, si vous ne faites que fermer le robinet d'un quart de tour, elle continuera à déborder. Nous n'avons pas le choix, au vu de l'évolution des écosystèmes et des dérèglements climatiques, que d'inverser la tendance et de remettre l'entreprise au service du vivant. » Et de tendre donc vers la régénération.

« C'est un phénomène qui permet à tout être vivant de se reproduire, de régénérer une partie de lui-même, poursuit Bruno Michel. Quand on se coupe, nos tissus se régénèrent et cicatrisent. Quand vous entaillez un arbre aussi. Nous promovons le fait de faire confiance au vivant. Il sait faire plein de choses. »

Utopie ou réalité ? Des entreprises ont, en tous cas, acté ce principe et se tournent activement vers la régénération. Et pas des moindres. Heineken, Rossignol, Bouygues Immobilier ou le groupe Pierre et Vacances Center Parcs ont suivi les parcours proposés par la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC). Née en 2021, l'association nationale vise à « rendre irrésistible la bascule d'une économie extractive vers une économie régénérative d'ici 2030 ». Ainsi, Renault Trucks a intégré la perspective de vendre moins de

Bruno Michel est le responsable des relations commerciales au sein de Lumia.

La majorité est écrasante : selon une étude de Bpifrance publiée en décembre 2024, 68 % des dirigeants de PME et ETI ne considèrent pas l'adaptation au changement climatique comme un sujet stratégique majeur. Le sujet est vu « comme un défi encore lointain ». Pourtant, selon un rapport de la Banque mondiale, plus de 50 % du PIB mondial dépend de la nature. En France, la région Sud fait partie des zones les plus menacées par les aléas climatiques. En 2030, les épisodes de sécheresse y toucheront jusqu'à 20 % des entreprises ; les risques d'inondations (débordements de cours d'eau, submersions marines, remontées de nappes phréatiques) plus de 20 % d'entre elles. Sans parler des mouvements des sols argileux (fissures, déformations, affaissements), des feux de forêts et des vagues de chaleur. Les incidences sont déjà là : depuis juin 2024 par exemple, la canicule fait partie de la liste des conditions météorologiques ouvrant droit au régime spécifique de « chômage intempéries » dans le BTP, au même titre que la neige, le gel, le verglas, la pluie et le vent. En cas d'alerte orange ou rouge canicule, les chantiers devront cesser le travail.

LA BAIGNOIRE FUT TOUJOURS

Pour lutter, la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) ou la décarbonation semblent devenues dérisoires ou tout du moins insuffisantes. Pour Bruno



© OLIVIA OREGGIA



© OLIVIA OREGGIA

Fabienne Gastaud, à droite, est la présidente et directrice générale de Wit. Ici aux côtés de Florence Bajikila, assistante de direction de l'entreprise engagée sur le chemin de la régénération.

camions neufs et décidé d'investir sur le reconditionnement. Marque emblématique de produits pour bébés, Mustela a notamment validé l'arrêt de sa production de lingettes en 2027, renonçant par là même à 20% de son chiffre d'affaires. Car c'est bien là le cœur du réacteur de l'économie régénérative : transformer son modèle d'affaires. « Cela nécessite de revoir totalement le modèle économique des organisations et notamment de ne plus être dans un modèle de volume, de ne pas vendre toujours plus, résume Christophe Sempels, directeur général de Lumia, partenaire de la CEC. Les modèles serviciels le permettent, du moins en partie, en vendant l'usage d'un produit plutôt que le produit lui-même. »

REVOIR SES PRIORITÉS

En 2022, 150 organisations ont ainsi participé à la CEC, elles étaient 650 en 2024 et seront plus de 1 000 au printemps 2025. En Provence et Côte d'Azur, le premier parcours lancé en 2022 a rassemblé 65 entreprises parmi lesquelles Haribo, Fatec, Aroma-Zone,

le groupe Onet ou Newton Offices. À chacun de réinventer sa posture, ses priorités, sa stratégie pour s'inscrire dans une visée régénérative.

La niçoise Wit (100 salariées, CA 2024 : 15 M€), spécialisée depuis 40 ans dans la gestion technique et énergétique des bâtiments, a défini une nouvelle feuille de route qui intègre la question de la régénération. « Nous avons mis en place un principe de frugalité dans le développement de nos cartes électroniques, précise Fabienne Gastaud, sa présidente et directrice générale. Il y a 10-15 ans, on mettait des composants partout, ça ne coûtait pas cher. Nous avons tout revu pour qu'il y en ait désormais un minimum. Et nous avons mis en place des indicateurs afin de nous assurer qu'à chaque fois qu'un produit part de chez nous, il fait bien son job, que les utilisateurs finaux avec lesquels nous ne sommes pas en contact, les utilisent au mieux. »

À leur tour, comme une soixantaine d'entreprises régionales, les azuréens F-Reg, Malongo ou Resistex, l'Office de Tourisme Nice Côte d'Azur ou celui de Marseille, l'Union patronale du Var (UPV) ou encore la grasseoise Sun and Go achèveront leur parcours en mars prochain. « Être régénératif est hyper ambitieux, confie Olivier Béchu, dirigeant fondateur de Sun and Go (7 collaborateurs, CA 2024 : 2 M€). Il faut accepter de se challenger, on doit questionner notre modèle. On nous dit souvent que ce doit être facile pour nous qui sommes dans le solaire. Mais non, car même si nous n'intervenons que sur des zones déjà artificialisées, nous avons un impact. Nous réfléchissons à revégétaliser où nous le pouvons. Nous développons aussi des pistes de travail avec d'autres métiers. Ainsi, si nous ne pouvons pas être complètement régénératifs, comment pouvons-nous aider d'autres à l'être ? Pour avoir, par exemple, une alimentation locale, via une énergie locale. C'est ce que nous sommes en train de construire. »



© OLIVIA OREGGIA

« Il s'agit de faire confiance au vivant. Il sait faire plein de choses. »

Bruno Michel, responsable relations commerciales de Lumia





EMBARQUER AU-DELÀ DE L'ENTREPRISE

Car seule une entreprise dont l'activité est directement liée au vivant peut en effet être tout à fait régénérative, c'est-à-dire avoir des impacts positifs nets sur les écosystèmes.

« Dans notre métier, avoir un impact positif sur son environnement me semble un objectif inatteignable. Le fait même d'exister a un impact ! », commente Armelle Cizeron, directrice production et développement durable de Villages Clubs du Soleil (1 000 salariés, CA : 136 millions d'euros). C'est en revanche une ambition qui doit guider toutes nos actions. » Le groupe touristique marseillais, qui a suivi la CEC, travaille depuis des années à sa décarbonation et sa réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, il s'est entre autres attaqué à l'un des postes les plus émetteurs : l'alimentation. « Cet hiver, nous avons formé nos chefs à la cuisine végétarienne et à la cuisine décarbonée. Il est important de parvenir à réduire la part de viande, donc de carbone, en travaillant notamment des assemblages de céréales et de légumineux. Les chefs doivent changer de mentalités et apprendre comment rendre ces plats agréables à cuisiner et appétissants pour les clients ».

Si la clientèle des particuliers n'est pas encore sensible à l'argument lors de la réservation d'un séjour, la clientèle affaires, en séminaires, est en revanche très en avance sur ces questions. Si bien que Village Clubs du Soleil veut faire de son site marseillais, « le premier village de vacances régénératif et ensuite appliquer les recettes mises en place aux autres sites ».

Non loin de là, à Gardanne, Agro Sourcing (34 salariés, CA : 42 M€) est quant à lui spécialisé dans l'importation et la distribution de fruits secs biologiques et équitables. Autant dire qu'être une entreprise régénérative dans cette activité ne peut être qu'un « doux rêve que nous caressons », souligne, lucide, Philippe Sendral, son fondateur. « L'idée est de minimiser au maximum notre impact. » En 2021, il a créé un fonds

Agro Sourcing travaille avec des producteurs de fruits secs présents dans 21 pays à travers le monde.



© AGRO SOURCING

À GRASSE, C'EST TOUT UN TERRITOIRE QUI VEUT DEVENIR RÉGÉNÉRATIF

Le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse a rédigé sa feuille de route pour les 10 ans à venir avec l'ambition de construire le « premier territoire de transition vers une post-croissance réussie, souhaitée et assumée », décrit Charles Pallanca, ancien dirigeant d'Electronie à Mouans-Sartoux et administrateur de l'association. Une ambition forte qui passe par la régénération et le plan baptisé Régén'ère Azur. Porté par le Club avec le centre de recherche-action Lumia et le cabinet de sociologie Change it Use it, il implique aussi plus largement des entreprises, des citoyens, des institutions et des collectivités locales, soit 60 Régénér'Acteurs au total. Le premier projet enclenché vise à développer un site pilote de régénération urbaine. Sur les 7 sites candidats, c'est le centre hospitalier de Grasse qui a été choisi pour tester cette expérimentation. « Nous nous attachons aux infrastructures afin qu'elles aient un impact le plus limité possible, voire positif, précise Bruno Michel, responsable des relations commerciales de Lumia. Nous avons d'abord mesuré les impacts du site sur les services écosystémiques, à savoir les services que la nature rend à l'humanité, comme la photosynthèse, le stockage du CO², l'évapotranspiration de l'eau, etc. Nous avons ensuite identifié toutes les solutions à ces impacts, ce qui a donné lieu à une modélisation. »

DES CENTAINES DE MILLIERS D'EUROS ÉCONOMISÉS

Dans cet hôpital rêvé qui sera l'hôpital du futur si tout se passe comme prévu, toitures et façades sont végétalisées, des panneaux solaires sont posés ou de la peinture « coolroofing », réfléchissante, appliquée, du maraîchage est prévu, la nature est visible de la fenêtre de chaque chambre... Tous les impacts de ces solutions ont à leur tour été analysés « sur la lumière et la chaleur, sur la



© DR

Le centre hospitalier de Grasse s'étend sur près de 12 hectares.

consommation d'eau, la biodiversité, les services écosystémiques, poursuit Bruno Michel. On voit alors dans ces projections que l'on stocke davantage de CO², qu'il y a une plus grande absorption des particules fines. Et qu'il y a des économies sur la consommation d'électricité et de gaz qui se chiffrent en plusieurs centaines de milliers d'euros par an. » Le centre hospitalier de Grasse et ses 120 000 m² ne deviendront pas régénératifs pour autant. Il faudra aussi prendre en compte son activité propre, la gestion de ses déchets, l'épuisement des personnels, l'accueil des malades... Mais le chemin est engagé et servira de témoin. « L'hôpital regroupe un ensemble de métiers terriblement difficiles, conclut Charles Pallanca. Si on y arrive sur ce site consommateur d'eau, d'énergie, de plastique, qui occupe une grande surface, artificialisée... cela signifie que nous serons capables d'agir dans beaucoup de domaines. » Le deuxième projet de Régén'ère Azur prévoit de « contribuer à l'autonomie énergétique des Alpes-Maritimes par le développement de filières locales ». Cela passera par la rénovation des bâtiments avec des matériaux biosourcés produits localement (laine, chanvre, fibre de bois...) et par le développement d'énergies renouvelables produites localement elles aussi, à partir du soleil, de la biomasse ou de la mer.